5 centimes

La Petite Gironde

5 centimes

44e ANNEE – N° 15,430

JOURNAL RÉPUBLICAIN RÉGIONAL

MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1914

EDITIONS DE CHAQUE JOUR

1re Édition (Soir) : Bordeaux, Paris et l'étranger
2e Édition : Deux-Sèvres, Vendée, Vienne, Indre, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Loire-Inférieure
3e Édition : Charente-Inférieure
4e Édition : Charente
5e Édition : Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Tarn, Ariège, Aude, Pyrénées-Orient, Hérault
6e Édition : Dordogne, Corrèze, Lot, Haute-Vienne, Cantal, Creuse, Allier, Aveyron
7e Édition : Hautes-Pyrénées, Gers
8e Édition : Landes, Basses-Pyrénées, Espagne
9e Édition : Lot-et-Garonne, Gers
10e Édition (Matin) : Gironde, arrts de Bordeaux (partie), Libourne, Blaye, Lesparre, et Dordogne, arrt de Bergerac
11e Édition (Matin) : Gironde, arrts Bordeaux (partie), La Réole, Bazas
12e Édition (Matin) : Bordeaux et communes suburbaines

BORDEAUX, 8, rue de Cheverus. Téléphone { De 8 h. à 20 heures, n° 82 / De 20 h. à 5 heures, n° 86
PARIS, 8, boulevard des Capucines. Téléphone { 103-37. 16 inter.

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

TARIF DES INSERTIONS (payables d'avance)

	La ligne		La ligne
Annonces 1ère page (dix col. en 6)	1 75	Faits Divers... (sept col. en 7)	7
Réclames 2e d° (sept col. en 7)	3 50	Chronique Locale (sept col. en 7)	11

Annonces et Réclames : à Bordeaux, Bureaux du journal, 8, rue de Cheverus. — à Paris, Agence Havas, péristyle du Grand-Théâtre. — Société Européenne de Publicité, 10, rue de la Victoire.
Les insertions ne sont admises que sous réserve.

PRIX DES ABONNEMENTS

	6 mois	3 mois	1 mois
Gironde et les départements limitrophes ci-après : — Charente Inférieure, Dordogne, Landes, Lot-et-Garonne	6 »	11 »	22 »
Autres départements et Colonies	6 50	12	24
Etranger (Union Postale)	9 »	18	36
Abonnements d'un mois pour la France	2 25	»	»

Les abonnements se paient d'avance.

DERNIÈRE ÉDITION

L'Immense Siège

Le communiqué très complet du 29 septembre, 15 heures, rend parfaitement sensible la situation des deux armées.

En somme, une grande bataille centrale, celle qui se livre autour du massif de Laon et qui a pour ligne principale « la route des Dames ». La « route des Dames », coupant à peu près par la moitié le plateau de Craonne, entre les deux vallées de l'Aisne et de l'Ailette, est *juste* la même qui était occupée en 1814 par les troupes des alliés, quand Napoléon attaqua le plateau de Craonne : c'est donc exactement la même bataille qui se reproduit après cent ans (à la différence du printemps à l'automne) dans les mêmes conditions, je veux dire les Français dans la vallée et leurs ennemis sur le plateau à la route des Dames.

Mais les proportions sont bien différentes : car la bataille du centre laonnois s'étend sur deux ailes : à notre gauche la bataille de Picardie entre Ribécourt et Lassigny; et, à notre droite, la bataille de Champagne, sur la chaussée romaine qui aboutit à Reims et cette bataille même se prolonge jusqu'aux Hauts-de-Meuse et jusqu'à Pont-à-Mousson.

Cependant, un nouvel élément intervient : au nord de la Somme, une armée française marque un mouvement tournant très prononcé. Disons, pour être clair, et en exagérant un peu, que les Allemands se sont réfugiés dans une immense forteresse qui n'a plus de portes ouvertes que vers le nord, Maubeuge d'une part, Hirson d'autre part, et enfin Mézières.

Les grands chefs allemands ont voulu dans la bataille des trois derniers jours, briser ce cercle :

Ayant reçu des renforts, ils ont fait un effort désespéré; mais ils ont été repoussés partout; et nous pouvons ajouter que de nouveaux éléments favorables sont intervenus, d'ores et déjà, en notre faveur.

La bataille de l'Aisne n'est pas achevée; mais elle évolue dans des conditions qui nous sont nettement favorables. Nous ne perdons rien et nous gagnons, surtout dans cette région, au nord de la Somme, qu'il n'y a pas lieu de définir autrement.

Une poussée allemande capable de briser nos lignes et de s'ouvrir un chemin au sud peut être, d'ores et déjà, considérée comme impossible. Et, comme le maintien de ces armées dans la zone qu'elles occupent actuellement ne pourrait avoir d'autre objectif, il est probable que les chefs, après les sacrifices qu'ils viennent d'exiger de leurs troupes, renonceront à ce système d'attaques qui leur consomme énormément de monde et qui se heurte à la ligne de fer et de feu de nos propres tranchées.

Comment sortiront-ils de là ? Déjà, ils ont prévu la retraite et ils se ménagent, en arrière, des abris nouveaux. Pour les faire déloger, nous n'avons, nous-mêmes, qu'un moyen : leur rendre la situation intenable par une véritable guerre de siège, en menaçant leurs arrières et leur ravitaillement, en les poussant devant nous sur les points faibles qui commencent à apparaître pour nos généraux. Nous en sommes là : l'investissement est commencé; toutes les sorties ont été repoussées; l'immense place voit ses boulevards tomber l'un après l'autre; la famine et la maladie les guettent; tous les blessés amenés dans nos hôpitaux ont la dysenterie.

Le formidable siège évolue vers sa fin : nos généraux n'ont qu'à combiner, dans leur sagesse, la nécessité de vaincre avec celle de ménager le sang de nos soldats.

Gabriel HANOTAUX,
de l'Académie française.

Un Vilain Coup d'Archet

Il paraît qu'on était inquiet du sort du professeur Henri Marteau, qui enseignait à Berlin l'art délicat du violon.

La « Gazette de Francfort » s'est chargée de rassurer les nombreux amis et admirateurs qu'Henri Marteau compte en Allemagne. Et voici la note qu'elle a publiée pour calmer les uns et les autres :

« Officier dans l'armée française, il s'était présenté à l'autorité allemande et avait donné sa parole d'honneur de ne rien entreprendre de préjudiciable à l'Allemagne. Il avait été, en conséquence, autorisé à résider dans sa villa de Lichtenberg, en Franconie.

» Tandis que les habitants de Lichtenberg étaient très bien disposés pour lui et n'articulaient aucun grief à son égard, de mauvais bruits coururent sur son compte dans les environs.

» Quand M. Marteau se montrait autour de Lichtenberg, on le menaçait et on l'insultait.

» Enfin, il fut arrêté et emprisonné à Döberitz.

» Après une courte incarcération, il fut relâché, rien n'ayant été trouvé à sa charge.

» Le violoniste est actuellement rentré dans son appartement de Berlin, et, en reconnaissance des bons traitements dont il a bénéficié pendant sa détention, il a annoncé qu'il irait prochainement donner un concert à Döberitz. »

Le « Figaro » ose espérer que le lieutenant Henri Marteau, professeur de violon à Berlin, n'a pas oublié ces jours derniers qu'il était né à Reims en 1874; que sa jeunesse se passa à l'ombre magnifique de la cathédrale que ses amis d'Allemagne ont bombardée et ruinée. Et ce souvenir arrêtera peut-être l'archet !

Le Ministre des Beaux-Arts et le Préfet des Ardennes font Cinq Prisonniers

Paris, 29 septembre. — M. Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts, parti de Bordeaux pour constater les irréparables dégâts de la cathédrale de Reims, eut en cours de route une aventure guerrière.

M. Dalimier, accompagné de M. Nepoty, préfet des Ardennes, traversait le bois de Monchenot, entre Epernay et Reims, lorsque des paysans lui firent des signes. L'automobile stoppa : « Voilà les Prussiens ! » crièrent les paysans. M. Dalimier interrogea. Un instant venait de découvrir cinq soldats ennemis dans le bois. Le ministre, M. Nepoty et le chauffeur, le revolver prêt, entrèrent dans le bois. A 50 mètres, ils aperçurent les cinq Allemands. M. Nepoty leur fit comprendre par gestes d'avoir à jeter immédiatement leurs armes. Ils jetèrent leurs armes et crièrent tous : « Camarade ! camarade ! » Ils demandèrent aussitôt : « Serons-nous fusillés ? » Les prisonniers furent conduits à Reims. Le général de division serra chaleureusement la main au ministre des beaux-arts.

Ajoutons que le chauffeur mobilisé qui conduisait M. Dalimier et M. Nepoty n'était autre que M. Robert de Flers, l'auteur dramatique bien connu.

Une Lettre d'Anatole France

M. A. France adresse à la « Guerre sociale » la lettre suivante :

« Vous ne vous êtes pas trompé sur ma pensée, que vous avez hier fidèlement commentée. Était-il besoin de le dire ? L'Allemagne, qui menace l'Europe depuis quarante ans, n'a pas d'adversaires plus résolus, plus confiants que nous. Nous ne voulions pas la guerre. Maintenant, nous voulons la victoire : nous la voulons énergiquement.

» Nous la voulons avec tous ses fruits. Pour ma part, je me félicite d'avoir tenu, dans la lettre que je vous ai adressée, un langage assez fier, à le bien comprendre, le langage d'un Français soucieux de la gloire de son pays, et qui n'est pas assez stupide, en tout cas, pour conseiller à la France victorieuse de conclure une paix précaire ou stérile. Mais je ne veux pas parler de moi davantage. Que valent à cette heure les paroles ?

» Ne détournons pas notre pensée de nos soldats, plus grands que leurs grands ancêtres, et dont le courage fera l'éternel émerveillement du monde.

» Beaucoup sont tombés; il en tombe au moment où j'écris, et cette idée fait trembler ma main; il en tombera encore, hélas ! Du moins, le sang de ces jeunes hommes et les larmes des mères n'auront pas coulé en vain. Il en naîtra la victoire, et ce sera le triomphe de la justice et de la liberté.

» Avec quelle tendre admiration, quelle pieuse reconnaissance nous contemplons ces héros, qui, par un effort surhumain allègrement accompli, par le sacrifice de leur vie encore en sa belle nouveauté, délivrent la patrie d'un ennemi monstrueux et sauvent l'Europe de la barbarie !

« Par eux la victoire est assurée. Et (qu'on soit sans inquiétude à cet égard) nous exigerons de l'Allemagne toutes les réparations, toutes les restitutions dues, toutes les garanties nécessaires. »

La Suspension de « L'Homme Libre »

L'« Homme Libre » a été suspendu pendant huit jours pour avoir refusé la suppression de certains passages qui avait été demandée par le commandant de la 17e région, à Toulouse.

LA LUTTE DANS LE NORD

Comment les Allemands furent chassés de Péronne

Paris, 29 septembre. — Tandis que notre centre s'installait le 20 au cœur de l'Argonne et repoussait au nord-est de Verdun une attaque désespérée du duc de Wurtemberg sur Mouilly et Dompierre; tandis que le 21 notre droite, en Lorraine, raccompagnait vigoureusement jusqu'à Avricourt les troupes du kronprinz; pendant ce temps, il pouvait sembler que notre aile gauche restait inactive, et beaucoup s'étonnaient que les corps de von Kluck fussent toujours dans le Soissonnais, à moins de cent kilomètres de Paris.

En réalité, sous cette apparence de non-activité, notre aile gauche préparait et réussissait un mouvement tournant d'autant plus remarquable qu'elle avait affaire aux meilleures troupes ennemies, à ces corps de la garde qui, sous la direction de von Kluck, enfoncèrent brusquement notre ligne du Nord, crevant notre couverture et que seul l'héroïsme de nos troupes et de nos vaillants alliés, à la bataille de la Marne, arrêta dans leur marche foudroyante sur Paris.

Le 22 au matin, notre mouvement avait été préparé par un combat d'avant-garde qui nous rendait maîtres de Lassigny, à 13 kilomètres à l'ouest de Noyon. Ce succès ne tournait pas encore les positions ennemies, mais nous mettait néanmoins à hauteur de la ligne occupée par les Allemands, Noyon-La Fère-Laon. Les uhlans, en évacuant Lassigny, n'avaient eu le temps de détruire que partiellement la voie du chemin de fer Compiègne-Roye, et deux heures de travail avaient suffi à notre génie, accouru aussitôt, pour remettre en état la ligne. Nous étions donc en bonne position d'attaque et notre ravitaillement assuré par Compiègne.

De Lassigny à Roye, il y a huit kilomètres à franchir, sur une route absolument découverte, en pays plat. Une marche en colonne en de telles conditions ne pouvait être exécutée qu'avec grande célérité et à condition que l'attention de l'ennemi fût attirée ailleurs. Aussi ce même 22, une de nos brigades qui, sur la rive gauche de l'Oise, occupait la forêt de l'Aigle, sortait brusquement au nord du bois, feignant une attaque de front sur Noyon. Il n'en fallait pas plus pour attirer l'ennemi de ce côté. Tour à tour, quittant la forêt, puis venant à nouveau y chercher un abri, cette brigade réussit à énerver l'ennemi, qui, de Noyon, se mit à battre de tous ses canons les bois de l'Aigle — et cela sans grand succès, incapables que les Allemands étaient de nous repérer exactement dans un pareil sous-bois.

C'était le moment attendu par notre état-major, et qui rendait libre la route de Lassigny à Roye. A midi, l'ordre vint de se mettre en marche. L'artillerie sur la route, la cavalerie dans les terres à betteraves sur le flanc droit, l'infanterie sur la gauche. Les huit kilomètres furent franchis, au pas accéléré, en moins de trois quarts d'heure. A une heure de l'après-midi, nos dragons surprenaient Roye, position des grand'gardes de l'extrême droite ennemie. Notre arrivée fut si rapide, l'encerclement du village par nos cavaliers fut tel que pas un Allemand ne put nous échapper; après une brève résistance, le bataillon de la garde prussienne se rendait à merci.

Nous étions maîtres de Roye et en même temps nous tenions le nœud des chemins de Montdidier, Chelles, Chaulnes et Noyon. La route du nord nous était ouverte. Vingt-cinq kilomètres nous restaient à faire pour parvenir à Péronne, dont la prise avait été résolue. Quelques minutes de repos et nos troupes partaient à nouveau. Une escadrille de nos avions nous accompagnait sur la droite, prête à s'opposer à la curiosité des « Taubes » de Laon, qu'une pareille marche de flanc aurait pu intriguer. Au fur et à mesure de l'avancée, notre génie réoccupait et mettait en état la ligne du chemin de fer presque parallèle à la route.

Nous allions vite, l'entrain de notre cavalerie balayant tous les postes trois kilomètres en avant. A Hyrecourt, petit combat d'avant-garde : une compagnie de la garde occupait le passage à niveau. Cernés de toutes parts, un contre cinq, l'ennemi refuse de se rendre. Quelques-uns de nos 75, arrivés au galop, ont raison de la résistance. A Marchlepot, nouveau passage à niveau, nouveau combat, mais cette fois-ci contre des hussards de la mort. Les mousquetons de nos dragons suffisent à anéantir l'ennemi. Nous avançons toujours dans une marche que rien n'arrête.

A 4 h. 30, nous sommes en vue de Péronne. Les sentinelles prussiennes se replient en tiraillant. Cette fois, l'affaire va être chaude, car la ville est occupée par toute la 3e division de la garde, et la présence de son état-major rendra la lutte ardente.

A 4 h. 35, nos canons sont déjà en batterie; à 4 h. 36, nos artilleurs ouvrent le feu sur les faubourgs. A l'œil nu, nous voyons nettement les maisons s'effondrer, écrasant l'ennemi sous leurs débris. Nos 75 font rage. La situation devient intenable pour les Allemands. Ils quittent les faubourgs, se retirant au centre de la ville. Va-t-il nous falloir nous-mêmes, avec nos obus, détruire Péronne, ville française ? Ou bien, à la baïonnette, nous faudra-t-il livrer un sanglant combat des rues prendre d'assaut maison par maison ? Comme nous nous préparons à la charge, voilà que sur notre gauche, débouche de la ville une colonne ennemie; ce sont les chasseurs de la garde qui viennent nous offrir la bataille en terrain plat. Une immense clameur les accueille. Nos troupes se déploient. Les coloniaux, en avant. La ligne derrière. Sur le flanc droit, un bataillon de la légion. Nous avons tous mis sac à terre. Maintenant, en avant ! Nous avançons en tirailleurs, nous relevant, avançant par bonds. Nous débordons déjà l'ennemi. Le clairon de la légion résonne. Les braves étrangers abordent à la baïonnette. Un effort encore sur le centre et ça y est. L'ennemi rentre en débandade dans Péronne, tandis qu'au triple galop notre artillerie va prendre position sur la route de Péronne-Saint-Quentin, afin de saluer la retraite de la garde.

De loin, nous voyons les colonnes prussiennes s'enfuir vers le sud-est. Notre cavalerie se lance à leur poursuite. Hussards, dragons, chasseurs foncent la lance en avant dans le troupeau, qui abandonne tout, équipages, automobiles, canons, état-major. Car notre attaque fut si brusque que tout l'état-major de la 3e division de la garde tombait entre nos mains, avec trois généraux, huit colonels et le directeur du service sanitaire de la IVe armée allemande. Une section de télégraphistes complétait la prise.

Nous étions maîtres de Péronne.

A CHACUN SELON SES ŒUVRES

Sans doute l'écrasement définitif de l'Allemagne impériale et militaire sera dû à la vaillance des armées alliées et à l'habileté de leurs généraux. L'armée française, qui a dû supporter l'effort principal de l'ennemi, le choc redoutable de sa puissance depuis si longtemps accumulée, qui est plus que tout autre à la peine, mérite d'être particulièrement à l'honneur. Elle a brisé l'élan de l'envahisseur; elle l'a obligé à reculer devant une offensive qui sera peut-être parfois ralentie, mais qui ne s'arrêtera plus. Grâce à elle, la France ne sera pas « sauvée » par ses alliés. Elle se sera sauvée elle-même par l'héroïsme de ses enfants.

En faisant cette heureuse constatation avec une fierté naturelle, nous n'entendons point méconnaître ou diminuer les mérites et les services de nos alliés. Le sang répandu en commun sur les champs de bataille crée entre nous une solidarité fraternelle qu'aucune intrigue désormais ne réussirait à rompre et qu'aucun malentendu ne pourrait affaiblir.

Ce n'est pas non plus amoindrir notre dette de gratitude à l'égard de notre armée ni des armées alliées que de reconnaître la part qui revient à la diplomatie et particulièrement à **notre** diplomatie dans les grands événements historiques qui vont si profondément modifier la carte de l'Europe.

Tous les ministères qui se sont succédé depuis les premiers accords franco-russes sont demeurés inébranlablement fidèles à notre alliance, avec l'approbation constante du Parlement républicain. Mais il est un ministre des affaires étrangères dont le patriotisme clairvoyant, à travers les plus grandes difficultés, a préparé les succès diplomatiques dont les victoires militaires d'aujourd'hui et de demain sont la conséquence naturelle : c'est M. Delcassé. Fut-il assez violemment attaqué, bafoué, raillé pour avoir conçu le projet d'isoler l'Allemagne ! Injustement sacrifié, il s'est, pendant des années, enfermé dans une dignité silencieuse. Pas un mot de reproche ni même d'explication n'est sorti de ses lèvres même à l'heure où il lui était bien facile de triompher de ses anciens adversaires. Il a patiemment attendu la revanche des faits. Et maintenant son œuvre bienfaisante est comprise de tous.

Notre alliance avec la Russie, resserrée, fécondée par une préparation commune à la guerre menaçante; l'entente avec l'Angleterre — qui aurait pu être une alliance formelle si on l'eût écouté; — la neutralité de l'Italie, annoncée à la tribune de la Chambre dès 1907. Ce fut le résultat de sept années du travail patient de M. Delcassé et du Président Loubet, dont il y aurait ingratitude à oublier le nom respecté.

La justice immanente a ramené aujourd'hui M. Delcassé au ministère des affaires étrangères. Il y poursuit son œuvre avec la même méthode et la même clairvoyance. L'accord conclu entre l'Angleterre, la Russie et la France, auquel ont adhéré la Serbie, la Belgique et le Japon, et aux termes duquel aucune des puissances signataires ne signera séparément la paix, n'est-ce pas « l'encerclement » voulu de l'Allemagne et de l'Autriche, la garantie que nos ennemis ne réussiront pas à nous diviser; que, tous ensemble, nous lutterons jusqu'au bout, jusqu'à ce que l'Allemagne, réduite à l'impuissance, soit à notre merci.

Mais voici que le « New-York Hérald » nous apporte l'annonce d'une convention qui serait encore un acte d'une prévoyante habileté. La Triple-Entente aurait décidé de n'admettre à la Conférence de la paix qui terminera la guerre que les puissances belligérantes.

Il n'est pas admissible, en effet, que des nations s'enfermant maintenant dans une neutralité prudente, laissent aux autres les sanglants sacrifices de la guerre, puis, après la victoire, prétendent recueillir leur part de bénéfices. La Roumanie a pu jouer ce jeu pendant la guerre des Balkans. Mais ne serait-ce point immoral de lui voir, dans les tragiques luttes actuelles, où elle n'a rien engagé, rien risqué, revendiquer des avantages comparables à ceux que pourra, que devra réclamer la glorieuse Serbie, après trois guerres victorieuses ?

Ce que nous disons de la Roumanie, nous pourrions le répéter à propos des autres puissances neutres. Dans le règlement final du conflit sans précédents qui bouleverse l'Europe, il est juste de poser en principe que chacun sera payé suivant ses œuvres.

CHARLES CHAUMET,

La Débâcle autrichienne

Battue par les Russes et par les Serbes l'Armée austro-hongroise est démoralisée

Les Allemands essaient en vain de lui porter Secours

Tandis que les forces du général Rennenkampf tiennent en échec la puissante armée que les Allemands ont concentrée dans la Prusse orientale, les principales armées du tsar poursuivent sans répit les armées autrichiennes battues à Lemberg, Krasnik, Tomaszow. Les Russes doivent en effet achever la complète défaite du puissant allié de Guillaume II avant de commencer leur grand mouvement en avant à travers les provinces orientales de l'Allemagne. Leurs efforts sont couronnés de succès, comme le prouve la dépêche officielle suivante :

Pétrograd, 28 septembre (communiqué du grand état-major). — Les troupes russes poussent activement leur offensive dans les forêts d'Augustow. De grosses pièces d'artillerie ont été mises en action pour le bombardement d'Ossowetz le 27 septembre; la canonnade a été assez intense; une tentative faite par l'infanterie allemande pour avancer plus près de la forteresse a été repoussée sur le front de la Silésie. L'ennemi, considérablement renforcé, développe une grande activité. Les sorties effectuées par la garnison de Przemysl sont restées infructueuses. De nouveaux prisonniers sont tombés entre nos mains, ainsi qu'une certaine quantité de munitions et un certain nombre de canons. Les Autrichiens continuent leur mouvement de retraite, qui révèle une entière confusion dans leurs unités combattantes.

En parlant d'une entière confusion des unités combattantes de l'ennemi, la dépêche officielle n'exagère pas. Plusieurs télégrammes privés, mais de source sûre, confirment la complète déroute de l'ennemi. Désespéré par la défaite, un général hongrois s'est suicidé :

Pétrograd, 28 septembre. — L'armée russe a remporté un nouveau succès sur les troupes austro-hongroises. A l'aile droite, les Autrichiens ont été repoussés de partout et ont dû repasser les monts Carpathes, poursuivis dans cette retraite par les troupes impériales russes. On assure que la débâcle de l'armée autrichienne est complète, et qu'elle a perdu une très grande partie de son artillerie. A l'aile gauche, l'armée de la double monarchie s'est retirée à Cracovie.

Le « Messager de l'Armée annonce que les Russes ont presque purgé la Galicie des forces ennemies, qui se sont enfoncées dans les cols des Carpathes. Ce journal constate la décomposition progressive de l'armée autrichienne, dont l'abattement sape à un tel point la discipline que les officiers sont impuissants à maintenir dans l'obéissance les soldats démoralisés.

Le correspondant du « Rousskoié Slovo » à Kieff apprend de bonne source que le général Kolozvary, commandant le IIe corps d'armée autrichien, s'est suicidé, après voir été battu à Lemberg. Le général Kolozvary était Hongrois.

Les Autrichiens avaient espéré qu'ils pourraient se reformer derrière les lignes du Sau, affluent de la Vistule, qui traverse la Galicie du sud au nord, et que l'état-major austro-hongrois considérait à juste titre comme d'une importance capitale pour la défense de la province. Le Sau était défendu par deux forteresses de premier ordre, Jarostaw et Przemysl. On sait que la première est tombée au pouvoir des Russes après une lutte acharnée. Le « Messager de l'Armée » déclare que la bataille fut sans exemple, les soldats du tsar durent enlever toutes les tranchées à la baïonnette. Les défenses de Przemysl ont été en partie détruites, la ville a été occupée. Une dépêche de Pétrograd, datée du 28 septembre, annonce qu'un nouveau fort a été pris.

Les Allemands ont essayé, mais en vain, de porter secours à leurs alliés. Deux corps d'armée allemands ont été battus à Varsovie après une lutte avec acharnement.

Les généraux du kaiser, ne se fiant plus à leurs alliés, ont déjà mis garnison à Cracovie. Plus au nord, ils fortifient Kalish :

Pétrograd, 28 septembre. — Les Allemands ont fusillé à Kalish 48 habitants qui avaient travaillé à la pose des fougasses, sous le prétexte que ces habitants auraient pu révéler aux Russes les secrets des fortifications de la ville.

Mais toutes les cruautés des Allemands, tous leurs efforts, toute leur science n'empêcheront pas les Russes de continuer leur marche en avant. Dans la Liberté, *le lieutenant-colonel Rousset prévoit que celle-ci sera irrésistible :*

« Voici les Russes entrés en Hongrie, tandis que la forteresse de Przemysl approche de sa chute. L'ayant simplement investie, le grand-duc Nicolas a continué le mouvement par grandes masses vers Cracovie, porte de la Silésie prussienne. Sur sa route, il ne doit plus rencontrer d'obstacles, l'armée autrichienne étant en pleine retraite, et si la place elle-même essaie de résister, il la masquera, comme il a fait pour Przemysl; puis il continuera vers Breslau. C'est donc à brève échéance la prise à revers de la ligne de l'Oder. Les Allemands étaient à la vérité très fiers de leurs succès en Prusse orientale. Là, le général Rennenkampf, qui s'était avancé un peu vite, afin d'attirer sur lui, à notre avantage, un certain nombre de corps d'armée, avait dû s'arrêter, après avoir subi un échec assez grave; mais il n'a pas reculé bien loin, et les dépêches d'aujourd'hui nous annoncent que toutes les tentatives faites par l'ennemi pour reprendre l'offensive ont été arrêtées net. Celui-ci avait essayé de pousser sur Varsovie; il a été bousculé et s'est replié avec pertes. En vérité, le rouleau commence à fonctionner et son grondement lointain bourdonne à l'oreille de l'empereur allemand. »

Vaincus par les Russes, les Autrichiens le sont aussi par les Serbes. La dernière bataille de la Save a été un éclatant succès pour les braves soldats du roi Pierre.

Rome, 28 septembre. — Le « Messagero » reçoit de son correspondant de Nisch des informations sur la grande bataille que les Serbes ont livrée aux troupes austro-hongroises sur les bords de la Save et de la Drina, à la frontière ouest de la Serbie. Sur tout le front, entre Zvornick, Loznitza, Sabatz et Mitrovitz, les armées de François-Joseph ont été battues. Le correspondant du « Messagero » affirme que 300,000 austro-hongrois ont été repoussés en désordre sur le territoire bosniaque et obligés de repasser la Save et la Drina. Ils ont laissé sur le terrain de nombreux morts et prisonniers.

DEMAIN 4 pages avec Gravures

Communiqué Officiel du 29 Septembre (15 h.)

I. — A notre aile gauche, au nord de la Somme et entre la Somme et l'Oise, l'ennemi a tenté de nuit et de jour plusieurs attaques, qui ont été repoussées.

Au nord de l'Aisne, aucun changement.

II. — Au centre, en Champagne et à l'est de l'Argonne, l'ennemi s'est borné à de fortes canonnades.

Entre Argonne et Meuse, léger progrès de nos troupes, qui trouvent devant elles des positions fortement organisées.

Sur les Hauts de Meuse, dans la Wœvre et l'aile droite (Lorraine et Vosges), pas de modification notable.

D'une façon générale, notre front est jalonné de l'Est à l'Ouest comme il suit :

Région de Pont-à-Mousson; Apremont; la Meuse, dans la région de Saint-Mihiel; les hauteurs au nord de Spada et la partie des Hauts de Meuse au sud-est de Verdun.

Région de Varennes; le nord de Souain; la chaussée Romaine qui aboutit à Reims; les avancées de Reims; la route de Reims à Berry-au-Bac; les hauteurs dites du Chemin des Dames, sur la rive droite de l'Aisne.

La ligne se rapproche ensuite de l'Aisne jusque dans la région de Soissons. Entre Soissons et la forêt de Laigle, elle comprend les premiers plateaux de la rive droite de l'Aisne.

Entre l'Oise et la Somme, elle passe par Ribécourt (qui est à nous), Lassigny (occupé par l'ennemi), Roye (à nous), Chaulnes (à l'ennemi).

Au nord de la Somme, elle se prolonge sur les plateaux entre Albert et Combles.

Nous avons fait encore de nombreux prisonniers au cours de la journée d'hier; ils appartiennent, notamment, au VIIe corps actif, au VIIe de réserve, aux Xe, XIIe, XVe et XIXe corps d'armée allemands.

CONSEIL DES MINISTRES

Le Paiement des Chevaux réquisitionnés

Le conseil des ministres s'est réuni mardi matin, sous la présidence de M. Poincaré.

M. Ribot, ministre des finances, et M. Millerand, ministre de la guerre, ont fait signer deux décrets qui donnent aux propriétaires de chevaux requis par l'autorité militaire de grandes facilités pour toucher la moitié, payable en espèces, de la valeur de leurs chevaux.

Le premier de ces décrets concerne les propriétaires domiciliés dans des régions occupées par l'ennemi. Il leur permet, contre remise de leur bulletin de réquisition, de recevoir, à leur résidence actuelle, les sommes qui leur sont dues.

Le second décret modifie, pour l'avenir, le mode de paiement des animaux requis, et préviendra les retards dont se plaignent les intéressés.

Désormais, les commissions de réquisition fonctionneront comme les commissions d'achat. Les propriétaires qui accepteront les prix fixés par ces commissions recevront séance tenante, pour la partie du prix payable en espèce, un mandat qu'ils pourront toucher dans les dix jours.

Créations de Directeurs adjoints aux Directeurs du Service de Santé des Régions du Territoire

La tâche de plus en plus lourde imposée aux directeurs du service de santé régionaux, par suite des nombreux blessés français et allemands évacués des armées, ne leur permettrait pas de faire face aux nombreuses obligations de leur service s'ils n'étaient secondés par des médecins d'un grade élevé, qui seront placés près d'eux en qualité de directeurs adjoints.

Le ministre s'est vivement préoccupé de la nécessité pour les directeurs de se rendre compte sur place de l'exécution de leurs ordres, de vérifier l'organisation et le fonctionnement des établissements sanitaires, de s'assurer que partout les besoins sont satisfaits, que les blessés reçoivent les soins nécessaires, qu'ils sont entourés de la sollicitude à laquelle ils ont droit.

Dès l'instant où les obligations immédiates et pressantes de leur service ne donnaient plus à ces directeurs la mobilité indispensable, il devenait urgent de créer les directeurs adjoints, qui vont être spécialement chargés de cette surveillance et de ce contrôle.

Ils serviront notamment de lien entre les directeurs des services de santé régionaux et les différentes Sociétés de la Croix-Rouge ou de bienfaisance privée, dont ils coordonneront les efforts.

AUTOUR DE NANCY

Un Récit des Opérations dans le Sud de la Wœvre

Paris, 26 septembre.

Notre attaque sur Avricourt et la prise de la ville nous avaient, le 20, rendus maîtres de la frontière, à la hauteur du canal de la Marne au Rhin. Le 22 l'exploration par nos cavaliers de la forêt de Paroy, au sud du Sanon, et la capture des équipages de la landwehr bavaroise achevaient de nettoyer la région sud-est de Nancy.

L'est de cette ville n'en restait pas moins occupé par d'imposantes forces allemandes, qui échappaient au feu du fort de Frouard, en se dissimulant dans la forêt de Champenoux. Plus au nord, l'armée de Metz avait établi ses positions sur la rive gauche de la Moselle et s'y maintenait, lançant chaque jour, de là, des attaques, infructueuses d'ailleurs, contre notre ligne fortifiée de la Meuse.

Le 19, le 21 et le 23, l'ennemi tenta l'assaut de nos forts de Gironville, Liouville et du camp des Romains. Mais il ne s'agissait pas cette fois des vieilles forteresses du Nord, comme Maubeuge ou Rocroy. L'assaut ennemi vint se briser contre les redoutables défenses de ces forts.

Ces attaques incessantes gênaient néanmoins notre corps de Champagne, et nos opérations sur l'Argonne exigeaient pour leur réussite un dégagement dans la Wœvre méridionale.

Notre état-major résolut donc une opération au nord de Nancy. Cette opération n'avait point pour seul but de raccompagner — comme nous l'avions fait le 20 à Avricourt — l'ennemi jusqu'au poteau frontière dans la direction de Pont-à-Mousson. L'opération décidée avait aussi pour but capital de refouler l'armée de Metz.

Nous allions attaquer de front ces troupes de Metz, abondamment ravitaillées. Adversaire encore intact, — car, malgré ses énormes pertes subies dans l'attaque folle tentée sur nos forts de la Meuse et en particulier sur Troyon, cette armée comblait au fur et à mesure ses vides en puisant dans les garnisons de Metz et de Strasbourg.

L'ordre de notre état-major arriva le 25 au matin. L'attaque devait commencer simultanément sur un front de cinquante kilomètres, de la forêt de Champenoux au fort de Liouville; notre centre, à cheval sur la vallée de la Moselle et s'appuyant au fort du Frouard. Notre service de renseignements nous avait appris le nombre important de grosses pièces mises en ligne par notre adversaire. Aussi nous étions abondamment pourvus d'artillerie.

A l'aube, le fort de Frouard commençait à prendre en enfilade la vallée de la Moselle, et le feu d'enfer de nos canons de forteresse pouvait faire croire à l'ennemi que cette canonnade préparait une marche immédiate en avant de notre centre le long de la vallée elle-même. Il n'en était rien cependant, et durant toute la matinée, le milieu de nos troupes devait rester immobile, formant pivot au point du Frouard, tandis que nos ailes mobiles devraient se replier au fur et à mesure dans la direction de la rivière.

Trompé par cette manœuvre, l'ennemi s'était préparé à repousser une attaque de front, et sa méprise permettait pendant ce temps à nos ailes mobiles de travailler efficacement sur les flancs du combat. A notre gauche, composée en grande partie de troupes d'Afrique, incombait le rôle de nettoyer la forêt de Champenoux. Zouaves et tirailleurs trouvaient la leur travail favori dans cette attaque de bois où l'assaillant doit faire preuve des qualités du sauvage, apparaissant et disparaissant tour à tour, tiraillant ici, tiraillant là, l'arme blanche venant achever à point les effets de la balle. L'attaque de Champenoux commencée à six heures se terminait quatre heures après par la fuite dans la direction de la Seille d'un ennemi qui nous laissait cinq cents prisonniers et trois grosses batteries d'artillerie trop lourdes pour suivre une retraite dans ces sous-bois détrempés. Le nord-nord-est de Nancy était libre.

Pendant ce temps, notre aile gauche ne restait pas inactive. Ici, cependant, les positions adverses étaient plus difficiles à enlever, et sur les collines déboisées qui font face à Gironville, le tir des grosses pièces allemandes était plus redoutable que dans la forêt de Champenoux. Nos avions avaient cependant aisément repéré l'emplacement des pièce de 180 prussiennes. Une fois le point précisé, cette grosse artillerie, difficile à déplacer, devait se taire rapidement sous le feu de nos forts de la Meuse. Nos pantalons rouges — en majorité des réservistes — firent merveille ici. Tenaces et prudents à la fois, nos chefs dans cette action surent emporter de difficiles positions, et avec des pertes minimes pour nous. Méthodiquement, l'une après l'autre, les crêtes successives furent occupées par nos braves troupes. La retraite des Allemands fut si précipitée, que là aussi, poursuivis par nos dragons, ils durent abandonner quelques-unes de leurs grosses pièces. Notre 75, pendant ce temps, se déplaçait avec une vitesse incroyable, tirant le long des côtes, puis plus loin, sur les flancs, suivant l'ennemi dans sa déroute. A onze heures, le mouvement de notre aile gauche était terminé.

C'était le moment attendu par notre centre pour entrer en action. Débordé à droite et à gauche, le milieu ennemi n'avait plus qu'à battre en retraite. Nos 75 vinrent, là encore, accélérer le mouvement. Menacés par notre marche sur les flancs, les Allemands se replièrent rapidement, à l'abri des collines de la Mad. En une matinée, nous avions avancé de quinze kilomètres et Nancy était déraçé

DÉPÊCHES DE LA NUIT

COMMUNIQUE OFFICIEL
Du 29 Septembre (22 h.)

Rien de nouveau dans la situation.

La Situation militaire

Paris, 29 septembre. — Nous en sommes au quinzième jour et la bataille se prolonge. Le record de Moukden est battu. Les Allemands n'ont pas encore démarré. Il faudra bien qu'ils démarrent; nulle part, ils n'ont obtenu d'avantages leur permettant d'espérer un retour de fortune. Leurs attaques sur le centre ont été repoussées et à l'extrémité ouest de cet immens champ de bataille des renseignements officiels nous montrent la situation sous un jour favorable.

L'état moral des troupes franco-anglaises est excellent. Elles sont merveilleuses de bonne humeur et de confi

Le Colonel de Winterfeld

Saint-Sébastien, 29 septembre. — Le « Pueblo Vasco » de Saint-Sébastien constate que, contrairement à ce qui a été annoncé, le colonel de Winterfeld, ancien attaché à l'ambassade d'Allemagne à Paris, ne figure pas actuellement dans l'armée allemande en campagne

« Cet officier, dit le journal espagnol, est venu, lors de la déclaration de guerre, à Saint-Sébastien, où il est descendu dans un hôtel. Il ne peut prendre part à la guerre actuelle, parce qu'il n'est pas encore guéri des blessures reçues en France au cours des dernières manœuvres. »

L'Ouverture des Lycées et Collèges

M. Albert Sarraut, ministre de l'instruction publique, a adressé les instructions suivantes à MM. les Recteurs des Académies :

« Les lycées, collèges et écoles de l'enseignement public vont s'ouvrir à la jeunesse française, partout où le devoir supérieur d'hospitaliser nos glorieux blessés n'aura pas fait obstacle à la reprise des études.

» Je désire que le jour de la rentrée, dans chaque cité, et dans chaque classe, la première parole du maître aux élèves hausse les cœurs vers la patrie, et que sa première leçon honore la lutte sacrée où nos armes sont engagées. Dans tout le pays, à la même heure, les fils de France vénéreront le génie de leur nation et salueront l'héroïsme de ceux qui versent leur sang pour la liberté, la justice, le droit humain.

» La leçon du maître sera simple et forte. Elle devra convenir à l'âge de ses auditeurs, les uns enfants, les autres adolescents. Chacune de nos écoles a envoyé sur la ligne de feu des combattants, — professeurs ou élèves, — et chacune, je le sais, porte déjà la douleur fière de ses deuils; la parole du maître, dans la classe, évoquera d'abord le noble souvenir de ces morts, pour exalter leur exemple, en graver la trace dans la mémoire des enfants. Puis, à grands traits, sobrement, clairement, elle dira les causes de la guerre, l'agression sans excuse qui l'a déchaînée, et comment, devant l'univers civilisé, la France, éternel champion du progrès et du droit, a dû se dresser encore, avec des alliés valeureux, pour repousser l'assaut des Barbares modernes.

» La lutte acharnée qui nous conduit irrésistiblement à la victoire ajoute chaque jour à la gloire de nos soldats mille traits d'héroïsme où le maître d'école puisera le meilleur de sa leçon. A la vaine emphase du verbe, ils préfèrent, pour émouvoir l'enfant, ces modèles souverains de l'action.

» De cette première heure de classe, il faut que le viril souvenir reste à jamais empreint dans l'esprit de l'élève, citoyen de demain. Le maître qui aura su l'inscrire sera resté digne de la confiance de la République.

» Albert SARRAUT. »

A l' « Officiel »

ETAT-MAJOR GÉNÉRAL

M. le général de brigade Desvaux est nommé général de division.

LES ITALIENS S'ENGAGENT DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

Le « Journal officiel » publie un certain nombre de nominations, au titre étranger et pour la durée de la guerre, de citoyens italiens qui prennent du service dans l'armée française. Nous relevons parmi ces nominations celles :

Au grade de lieutenant-colonel, de M. Garibaldi (Giuseppe), ancien général de brigade au titre auxiliaire dans l'armée hellénique, affecté au 1er régiment étranger.

Au grade de chef de bataillon, de MM. Orlandi-Cardini, ancien chef de bataillon au titre auxiliaire en 1870-1871, et Longo (Camillo), ancien chef de bataillon au titre auxiliaire dans l'armée hellénique.

Au grade de capitaine, de M. Garibaldi (Ricciotti), ancien capitaine au titre auxiliaire dans l'armée hellénique.

Au grade de lieutenant, de M. Garibaldi (Santo), ancien lieutenant au titre auxiliaire dans l'armée hellénique.

Au grade de sous-lieutenant, de M. Garibaldi (Bruno), ancien sous-lieutenant au titre auxiliaire dans l'armée hellénique.

Ajoutons qu'un certain nombre de médecins de réserve dans l'armée italienne ont également pris du service dans l'armée française et sont nommés aux grades de médecin-major de 1re et de 2e classes.

CIRCULAIRE DU GARDE DES SCEAUX AUX MAGISTRATS

M. Briand, garde des sceaux, a adressé aux premiers présidents et aux procureurs généraux des cours d'appel une circulaire pour leur recommander, si des affaires civiles et commerciales ne peuvent être examinées et jugées au fond, de prendre toutes les mesures provisoires ou conservatoires que commanderont les circonstances, en vue de la sauvegarde des intérêts des parties.

A cet effet, il devra être fait un usage fréquent de la procédure du référé.

Le ministre de la justice insiste particulièrement sur la nécessité de hâter l'examen des affaires présentant un caractère alimentaire, ainsi que les affaires d'accidents du travail. En attendant les décisions sur le fond, il conviendra « de pourvoir à certaines situations spécialement dignes d'intérêt par l'allocation de provisions ».

M. Briand estime « qu'il importe que les cours de la justice ne soit pas entièrement arrêté ».

Pour accélérer les jugements des affaires correctionnelles et liquider l'arriéré qui pourrait exister, le garde des sceaux a fait signer par le Président de la République un décret autorisant les chambres civiles des cours et tribunaux à connaître des affaires correctionnelles.

Enfin, M. Briand, renouvelant ses précédentes instructions, recommande à tous les magistrats de rester constamment à leur poste et de ne pas s'en éloigner sans nécessité. Il leur conseille d'employer le temps disponible que leur laisserait l'exercice de leurs fonctions, en offrant leur collaboration aux services publics et aux institutions diverses qui s'efforcent de parer aux nécessités de l'heure présente, et notamment aux œuvres d'assistance et de secours aux blessés.

Dépêches de la Journée

Bâtiment américain dans les Eaux turques

Washington, 29 septembre. — On annonce qu'un navire de guerre américain va se rendre prochainement dans les eaux turques. Ce bâtiment de la flotte des Etats-Unis surveillera notamment les côtes syriennes.

L'Empire colonial allemand disparaît de la Carte du Monde

NOS SOLDATS REPRENNENT LE CONGO

Londres, 26 septembre. — La « Pall Mall Gazette » constate que l'empire colonial allemand est effacé morceau par morceau de la carte du monde. La conception allemande de la politique coloniale fut toujours, dit-elle, d'un caractère essentiellement matériel. Les indigènes des colonies germaniques ne possédaient aucun droit; ils étaient considérés comme des esclaves qui devaient paver le chemin pour la race supérieure allemande.

L'exactitude des constatations de la « Pall Mall Gazette » n'est en effet pas douteuse. Tandis que l'escadre australienne fait la conquête des possessions allemandes du Pacifique, la coopération franco-anglaise s'exerce pour la conquête du Cameroun avec le même succès que pour celle du Togo.

Les opérations dirigées contre cette importante colonie de l'empire allemand se poursuivent à la fois par terre et par mer.

Par terre, au nord de la colonie, tandis que les Anglais s'emparaient de Mora, nous avons occupé Kousseri, d'où nos troupes du territoire du Tchad ont chassé de vive force les Allemands. A l'est et au sud, deux colonnes que les autorités françaises de l'Afrique équatoriale ont organisées avec les effectifs dont elles disposaient ont déjà réoccupé la plus grande partie des territoires cédés à l'Allemagne par le traité du 4 novembre 1911.

Et pendant que les possessions allemandes d'Afrique tombent peu à peu entre les mains des alliés, les Japonais continuent l'attaque de Tsin-Tao. Un télégramme de l'attaque de Tsin-Tao.

Tien-Tsin, 29 septembre. — Les officiers du steamer qui a transporté une partie des troupes anglaises à Kiao-Tchéou déclarèrent que le débarquement s'est effectué dans des conditions excellentes et sans incident. En arrivant, les Anglais ont trouvé une force navale japonaise importante et une grande activité sur la côte, où des routes sont en voie de construction.

Les hostilités aux alentours de Tsing-Tao ont commencé samedi et continuent.

Tokio, 28 septembre. — Dans l'attaque de Tsin-Tao, les pertes japonaises ont été de trois tués et de douze blessés, et non de 312 tués, comme on l'avait dit précédemment.

La France n'avait pas violé la Neutralité belge

La Haye, 29 septembre. — La presse allemande ayant prétendu que des soldats français avaient été envoyés en Belgique dès le 30 juillet, la légation de Belgique et la légation de France ont démenti formellement cette assertion.

« Le gouvernement belge, déclare la note publiée par la légation de Belgique, proteste énergiquement contre ces insinuations, tendant à surprendre la bonne foi des neutres en justifiant à leurs yeux la violation du droit des gens et des traités commise par l'Allemagne. Le 4 août, à dix heures du soir, la Belgique a fait appel à ceux qui s'étaient portés garants de sa neutralité. Il est avéré que les troupes françaises n'ont traversé la frontière que plusieurs jours après cet appel. Les troupes allemandes ont envahi la Belgique le 4 août au matin. Il est de notoriété publique qu'il n'y avait pas de troupes françaises dans la gare de Bruxelles le 3 août. Tout le corps diplomatique pourrait en témoigner, même le ministre d'Allemagne, qui n'avait pas encore quitté la capitale. »

L'Aviateur Bielovucic

Un des plus braves et des plus brillants parmi nos grands aviateurs manquait encore à l'appel sur le front de nos armées : Bielovucic. Bielovucic le regrettait plus que personne, mais il est officier de l'armée péruvienne, et des formalités de permutation l'empêchaient d'aller rejoindre tout de suite ses camarades d'aviation français.

Ces formalités sont enfin remplies. Bielovucic est nommé, pour la durée de la guerre, sous-lieutenant au 57e d'infanterie et détaché au service de l'aviation. Et voilà encore une nouvelle qui ne sera pas du goût des Allemands.

Bielovucic est bien connu dans notre région. On se rappelle qu'il est le premier qui soit venu par la voie des airs de Paris à Bordeaux.

Des Médicaments pour la Croix-Rouge

Bordeaux, 29 septembre. — Le navire « Red-Cross », affrété par la Croix-Rouge américaine, est attendu à Pauillac le 1er octobre. Il apporte pour la Croix-Rouge française et l'ambulance américaine de Paris un grand nombre de médicaments, de paquets de pansement et de matériel d'ambulance.

Grâce au généreux concours rencontré en Hollande, les dames de la colonie française d'Amsterdam ont pu envoyer à la Croix-Rouge de Bordeaux douze caisses remplies de vêtements, chaussettes, chocolat, etc., d'une valeur de 2,200 fr. environ.

En outre, des dons en argent d'un montant total de 13,000 fr. ont été remis au comité, qui ne peut assez remercier tous ceux qui ont répondu à son appel avec tant d'empressement et de sincère sympathie. Le comité prépare un deuxième envoi qui sera effectué prochainement.

Nécrologie

Paris, 29 septembre. — On annonce la mort de M. Dufoussat, ancien sénateur de la Creuse.

Les Hommes du Service auxiliaire

vont passer une nouvelle visite médicale

Ceux qui seront reconnus aptes à faire campagne seront versés dans le service actif

L'*Officiel* publie le rapport de M. le Ministre de la guerre et le décret suivants au sujet des hommes du service auxiliaire :

« Aux termes de la loi du 21 mars 1905, sont placés dans le service auxiliaire les jeunes gens qui, atteints d'une infirmité relative sans que leur constitution générale soit douteuse, sont reconnus par les conseils de révision impropres au service armé.

» Le nombre des jeunes gens ainsi versés dans le service auxiliaire varie, depuis 1905, de 15 à 20,000 par classe.

» L'aptitude physique d'un certain nombre d'entre eux a certainement dû s'améliorer depuis l'époque où ils ont passé le conseil de révision. Il y aurait un intérêt évident, dans les circonstances actuelles, à les verser dans le service armé et à en faire des combattants.

» La législation en vigueur ne prévoit pas que les hommes classés dans le service auxiliaire puissent être soumis d'office à une visite médicale en vue de leur passage dans le service armé, sauf pour ceux qui, soumis au régime de la loi du 21 mars 1905, ont été affectés au service auxiliaire après un ajournement préalable. Les besoins de la campagne actuelle et l'absence des Chambres justifient l'adoption, par voie de décret, d'une mesure d'ensemble astreignant, d'une part, à une visite médicale les hommes du service auxiliaire qui se trouvent encore dans leurs foyers, et permettant, d'autre part, à l'autorité militaire de faire subir d'office une visite analogue à ceux qui sont présents sous les drapeaux. »

Le décret suivant a été promulgué :

« Article 1er. Tous les hommes classés dans le service auxiliaire, et non incorporés, qu'ils appartiennent à la réserve de l'armée active, à l'armée territoriale ou à sa réserve, seront soumis à l'examen d'une commission spéciale de réforme, dans les conditions qui seront fixées par un arrêté ministériel.

» Art. 2. Les hommes classés dans le service auxiliaire, et présents sous les drapeaux, pourront également être soumis d'office à l'examen d'une commission spéciale de réforme, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel visé à l'article précédent.

» Art. 3. Les commissions spéciales de réforme prononceront soit le maintien dans le service auxiliaire, soit la réforme, soit le passage dans le service armé.

» Les hommes ainsi reconnus aptes au service armé seront immédiatement soumis aux obligations militaires de leur classe.

» Art. 4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret. »

Armée

MUTATIONS — NOMINATIONS

M. Sangnier, capitaine breveté au 46e régiment d'infanterie, passe au 144e régiment d'infanterie. Est désigné pour être détaché à la direction de l'infanterie.

Infanterie, réserve.

Sont nommés :

Au grade de lieutenant :

M. Delmas, sous-lieutenant au 344e régiment d'infanterie. — Maintenu à dater du 17 septembre 1914.

M. Rey-Horme, sous-lieutenant de réserve au 344e régiment d'infanterie. — Maintenu à dater du 17 septembre 1914.

M. Laforet, sous-lieutenant de réserve au 344e régiment d'infanterie. — Maintenu à dater du 17 septembre 1914.

M. Coyne, adjudant au 237e régiment d'infanterie. — Maintenu à dater du 17 septembre 1914.

M. Charanel, adjudant au 257e régiment d'infanterie. — Maintenu à dater du 17 septembre 1914.

Cavalerie de Réserve.

Au grade de capitaine :

M. Fourn, chef d'escadrons de réserve de cavalerie à la disposition des troupes coloniales, est affecté au 14e hussards (à la suite). Réside à Bordeaux, 4, rue Voltaire.

M. de Portal, lieutenant à l'escadron territorial de la 18e région, est affecté comme lieutenant de réserve au 15e dragons.

Au grade de lieutenant :

10e hussards. — M. Tinel, sous-lieutenant de réserve au corps (affecté au groupe des 7e et 8e escadrons).

Au grade de sous-lieutenant :

15e dragons. — M. Manset, sous-officier réserviste au 15e dragons.

10e hussards. — M. Audoin-Dubreuil, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Oklé, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Montouroy, sous-officier déserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Lataste, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Rodel, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Molin de Teyssieu, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Corbeau, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. d'Arcangues, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. de Lur-Saluces, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Mérillon, sous-officier réserviste au 10e hussards.

10e hussards. — M. Simon, sous-officier réserviste au 10e hussards.

Infanterie. — Territoriale

Au grade de lieutenant :

140e régiment territorial d'infanterie (Bordeaux). — M. Toutin, lieutenant d'infanterie territoriale, rayé des cadres, demeurant à Bordeaux, 7 bis, place du Marché-des-Chartrons.

Cavalerie. — Territoriale

Au grade de chef d'escadrons (pour la durée de la guerre) :

18e région (services spéciaux du territoire). — M. Chrestien de Beauminy, chef d'escadrons de cavalerie retraité, à Bordeaux, 64, rue de l'Eglise-Saint-Seurin.

Au grade de sous-lieutenant :

18e région (escadron de cavalerie légère, officier payeur). — M. Naud, sous-officier de cavalerie retraité, maréchal des logis chef au dit escadron.

18e région (service éventuel des remontes). — M. de Lary de La Tour, ancien sous-lieutenant de cavalerie territoriale, à Bègles, 48, rue Basile-Dubertrand (Gironde).

SERVICE DE SANTÉ

Réserve et Armée territoriale

Au grade de médecin aide-major de 2e classe de réserve :

18e région. — M. Delmas-Marsalet (Paul-Henry-Maxime-Armand), docteur en médecine, soldat à l'hôpital temporaire n. 19, à Bordeaux.

Au grade de médecin aide-major de 2e classe de l'armée territoriale, les docteurs en médecine :

18e région. — Lapeyrère (Jean-Clair-Barthélemy), à l'hôpital temporaire n. 19, à Bordeaux.

18e région. — M. Pollet (Marcel-Justin-Henri), pharmacien aide-major de 2e classe de l'armée territoriale, à la première région, dont la démission de ce dernier grade est acceptée, 8, rue Foy, à Bordeaux.

Petite Correspondance

N. 561. — Le montant des vingt-six premiers fascicules de l'*Histoire illustrée de la Guerre de 1914* est payable en passant la souscription. — A. G., 10. — Non, pas pour le moment. — L. M. B. T., Sauternes. — 1. Oui. — 2. Pour que la décision en question soit définitive, il faut qu'elle soit approuvée par l'autorité supérieure.

— X. L., 13. — Vous pouvez être poursuivi, et si votre propriétaire est intransigeant, vous pourriez essayer d'obtenir du tribunal un délai de paiement.

— R. G. — Pour avoir droit à l'allocation, il faut que la personne appelée sous les drapeaux soit considérée comme soutien indispensable de famille, et c'est à la commission de décider si cette condition existe.

— J. L., 56. — Le versement est exigible, mais vous pouvez le différer sans craindre de pour suite de quelque temps de la part de cette Société. Vous aurez cependant, d'après les statuts, un intérêt de retard à payer.

— R. L., 129. — Les cours ouvriront, du 10 au 15 novembre, dans d'autres locaux.

Les Conseils généraux expriment leur admiration pour nos Troupes

Au Conseil général des Basses-Pyrénées

Un Ordre du Jour de M. Barthou

La session s'est ouverte lundi, sous la présidence de M. Peyre, qui a adressé à la vaillante armée française et aux alliés l'expression de notre confiance inébranlable, et un souvenir ému aux morts pour la patrie. Il associe à l'admiration reconnaissante du Conseil général, M. Barthou, qui a rendu à son pays le service immense de faire voter la loi de trois ans. (Applaudissements répétés.)

Sur la demande de MM. Faisans et d'Arcangues, le bureau du Conseil, dont M. Barthou est depuis longtemps président, est renouvelé par acclamations, afin de témoigner à M. Barthou la reconnaissance du Conseil pour la part qu'il a prise au vote de la loi militaire et par conséquent aux victoires de la France. (Applaudissements prolongés.)

M. Barthou, acclamé par les conseillers et par le public massé dans la salle, prend place au fauteuil présidentiel. Il remercie le Conseil d'avoir réélu le bureau à l'unanimité, sans distinction d'opinion politiques.

« J'étais assuré dit-il, que cette union trouverait aujourd'hui l'occasion de s'affirmer; si la vie publique a ses tristesses, elle a aussi ses revanches réconfortantes. J'ai passé de dures heures, enduré de vives souffrances; mais avec l'aide du Parlement, dont plusieurs membres sont ici, je me suis efforcé de donner au pays la cuirasse nécessaire pour sauver l'honneur national.

» J'ai été attaqué, insulté, mais j'ai trouvé de solides défenseurs, notamment parmi les membres du Conseil général, ce qui démontre que, malgré nos discussions politiques, un sentiment nous unit.

» Tous nous sommes de bons Français. Ce n'est pas au moment où nos armées se battent, et, j'en suis convaincu, vont à la victoire, qu'il convient de prononcer de longues allocutions. Mais nous ne devons pas nous désintéresser des événements, et je vous propose de voter l'ordre du jour suivant :

« Le Conseil général des Basses-Pyrénées, uni dans la même foi patriotique,

» Adresse l'hommage de son respect et de sa reconnaissance à la mémoire des officiers, sous-officiers et soldats morts sous les plis du drapeau de la France pour défendre son honneur, menacé par une agression odieuse dont les forfaits contre le droit, la civilisation et l'humanité impriment au nom allemand une flétrissure indélébile.

» Il exprime, avec sa confiance inébranlable dans le succès des armées de la République, son admiration pour la discipline, la vaillance et l'endurance qu'elles ont montrées depuis le début de la guerre sous un commandement égal à sa tâche par sa méthode, son sang-froid et son abnégation.

» Il envoie sa gratitude profonde à la Belgique, si grandement héroïque; aux armées et aux peuples de l'Angleterre et de la Russie, alliées à la France dans une action qui restera concertée, solidaire et indivisible jusqu'à l'écrasement et à l'impuissance, nécessaires à la paix de l'Europe, de l'ennemi commun.

» Il s'associe aux sentiments de pitié fraternelle éprouvés par tous les cœurs français pour les populations cruellement soumises à une invasion qui a violé, avec une sauvagerie préméditée, contre les personnes, les propriétés et les monuments les plus sacrés, le droit des gens et les lois de la guerre.

» Il affirme enfin comme un devoir national la nécessité de ne porter aucune atteinte sous aucun prétexte et pour aucun intérêt, à la trêve magnifique qui a confondu tous les partis, résignés aux mêmes sacrifices et animés des mêmes espérances, dans une seule âme, spontanément refaite sous le péril commun, l'âme ardente et noble de la France. »

Cet ordre du jour est accueilli par des applaudissements unanimes et voté par acclamation.

Le préfet, M. Coggia, dit ensuite en excellents termes le dévouement qu'il a trouvé partout dans le ravitaillement, auquel les municipalités et leurs instituteurs ont apporté un louable désintéressement. Ils ont ainsi montré leur amour pour la patrie.

Puis, M. Barthou reprend la parole et dit :

« Si, dans mon ordre du jour, je n'ai pas parlé d'autres peuples, c'est que j'ai voulu d'abord rendre hommage à nos alliés, mais tous nous rendons justice et également hommage aux efforts de la Serbie, du Monténégro et des Japonais, qui prennent part à cette lutte qui intéresse l'humanité tout entière, puisque c'est l'honneur de l'humanité tout entière qui est engagée. ». Applaudissements unanimes.)

Après avoir fait l'éloge funèbre de M. Reclus et avoir annoncé la démission de conseiller pour raisons de santé de M. de Souhy, conseiller de Mauléon, M. Barthou fait voter les affaires urgentes d'ordre financier, et prononce la clôture de la session.

Au Conseil général du Calvados

Caen, 28 septembre. — Au Conseil général, M. Henry Chéron, réélu président, adresse un salut ému à nos héroïques soldats et à leurs dignes compagnons d'armes, puis il ajoute : « Messieurs, nous vivons les heures les plus solennelles de l'histoire; si elles appartiennent à la fois à tous les peuples alliés qui luttent pour la plus sainte des causes, nous trouvons bon de constater avec quelle grandeur toute particulière elles se déroulent chez nous. L'unité de la patrie, la concorde et la fraternité des citoyens, ces rêves caressés tant de fois par ceux qui mettent au-dessus de toutes choses le bien du pays se sont pleinement réalisés et sans effort. Laisserons-nous dans l'avenir porter atteinte à cette réconciliation des Français, qui aura été un des principaux éléments de notre force ? Non, n'est-ce pas ? Il faut en former le vœu et en déposer l'expression sur l'autel de la patrie. »

Au Conseil général de la Côte-d'Or

Dijon, 28 septembre. — Au Conseil général, à l'ouverture de la session, cette après-midi, après les discours patriotiques du président, maintenu avec le bureau, et du préfet, le Conseil général a voté à l'unanimité la motion suivante :

« Le Conseil général adresse au président et au gouvernement de la République l'expression de son entier dévouement. Il tient à exprimer, tant en son nom qu'au nom de la population qu'il représente, son admiration pour les armées de la République et pour leurs chefs et son absolue confiance dans la victoire des armées alliées pour faire triompher la civilisation et le droit sur le régime de barbarie et de violence que l'impérialisme allemand voudrait imposer au monde.

Au Conseil général des Pyrénées-Orientales

Perpignan, 28 septembre. — Le Conseil général des Pyrénées-Orientales a réélu à l'unanimité son bureau, dont M. Pams, sénateur, est président. Après une allocution patriotique de ce dernier, le Conseil a voté l'ordre du jour suivant :

« Le Conseil général des Pyrénées-Orientales prie le gouvernement, à qui il renouvelle sa confiance, de transmettre à la glorieuse armée française, à ses chefs et aux armées alliées l'expression de son admiration et de l'inébranlable espoir qu'il met en eux. »

BORDEAUX

Observatoire de Bordeaux-Floirac

Le 29 septembre.

Vent à 7h ma in N.-N.-O. — à midi... N. — Pluie relevée à 7 h. matin.... 0mm0 — Tempér. à 7h matin 13°0 — à midi..... 17°0 — max. de la veille 25°1 — min. de la nuit.. 12°2 — Ciel à 7 heures du matin, couvert; ciel à midi, couvert.

Pointe-de-Grave, 29 septembre, 7h. mat. — Vent N.-E., faible brise, ciel couvert, mer belle, 765mm.

Heures des marées devant Bordeaux

Le 28, à 13-50..... 3m95 | Le 29, à 3-10..... 3m90

Le Sultan Abd-el-Aziz à Bordeaux

Après avoir déposé hier matin son courrier avec Si-Kadour-ben-Gabbrit, conseiller du gouvernement chérifien, et Si-Abd-el-Akim, son secrétaire particulier, l'ex-sultan du Maroc a donné audience à l'hôtel de France à diverses personnalités.

Précédé de M. Teuly, commissaire spécial, Abd-el-Aziz a fait vers onze heures une promenade en auto. Il a visité successivement les quais, le bassin à flot et la réserve automobile du ministère de la guerre aux Quinconces. Reçu par le lieutenant Picard, commandant du parc, il a vivement félicité ce dernier de la belle tenue de ses hommes et de ses voitures.

Rentré à midi à l'hôtel de France, l'ex-sultan a retenu à déjeuner MM. Rais, consul à Rabat, et Etienne Richet, explorateur et professeur au collège des sciences sociales, qui fut chargé jadis d'importantes missions au Maroc.

Après avoir pris un léger repos, Abd-el-Aziz a reçu à trois heures un quart la visite de M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, respectueusement salué par la foule. L'entretien, qui s'est prolongé plus d'une demi-heure, a été très cordial.

A quatre heures, le sultan a été reçu au palais de la rue Vital-Carles, par M. Poincaré, avec le cérémonial d'usage.

En quittant le Président de la République, l'ex-sultan a manifesté le désir de faire une nouvelle promenade en auto. M. Teuly l'a conduit au quartier Niel, à La Bastide, où les officiers présents lui ont montré deux canons de campagne et deux mitrailleuses prises aux Allemands dans un récent combat.

En quittant le quartier Niel, Abd-el-Aziz a poursuivi sa visite de Bordeaux par les boulevards extérieurs, la rue Judaïque et le cours de l'Intendance, où il a été acclamé à maintes reprises par une foule curieuse, a regagné ensuite ses appartements et n'est plus sorti de la soirée.

Aujourd'hui, l'ex-sultan fera, avec Si-Kadour-ben-Gabbrit et Si-Abdel-Akim, une longue promenade à travers le département de la Gironde. L'itinéraire n'est pas encore fixé.

Etat-Major de la 18e Région

M. Bergo (P.), capitaine en réserve spéciale au 144e régiment d'infanterie, est passé dans le service d'état-major. — Mis à la disposition du général commandant la 18e région.

Demande de Renseignements

M. Gavarry, directeur au ministère des affaires étrangères, prie instamment les officiers, sous-officiers et soldats du 31e régiment d'infanterie, de vouloir bien lui faire parvenir des nouvelles de son gendre, L. Sedillou, adjudant, qui n'a pas donné signe de vie depuis le 28 août.

Des Vêtements chauds pour les Soldats

Les habitants de la ville de Bordeaux qui désireraient offrir des objets de laine ou vêtements chauds pouvant être utilisés par nos soldats, les blessés ou les convalescents pourront les adresser directement : aux Bureaux de bienfaisance, à la mairie de Bordeaux, ou à la préfecture (rue Esprit-des-Lois).

A partir du 2 octobre, des modèles seront à la disposition du public au bureau de la préfecture (rue Esprit-des-Lois), au rez-de-chaussée.

Dons pour les Blessés

M. le médecin en chef et M. l'officier gestionnaire de l'hôpital temporaire numéro 22 remercient bien sincèrement les personnes qui ont bien voulu s'intéresser à leurs malades.

Ils accepteront toujours avec plaisir tous les dons que les personnes généreuses voudront bien leur faire parvenir pour leurs blessés.

En Voie de Guérison

Nous apprenons avec plaisir que notre confrère G. Mercié, directeur de la *Vigie marocaine*, à Casablanca, caporal aux tirailleurs marocains, qui avait eu, le 5 courant, les deux poumons perforés au combat de Meaux, a subi avec succès l'opération de l'extraction de la balle qui l'avait atteint. Il est actuellement en traitement au Val-de-Grâce, où son état n'inspire plus d'inquiétude.

Les Secours aux Familles

Ayant eu connaissance de certains actes regrettables et d'erreurs pénibles, M. de La Trémoille, député, vient d'adresser la lettre suivante au préfet de la Gironde :

« Monsieur le Préfet,

» Votre circulaire du 22 septembre, dont je viens de prendre connaissance, porte très justement : « Des femmes sans travail, des » enfants, des vieillards attendent avec an» xiété la suite donnée aux demandes for» mulées. Il importe, au plus haut point, » qu'ils ne soient pas déçus dans leurs légiti» mes espérances. »

» Permettez-moi de vous demander ce que vous comptez faire pour venir en aide aux familles, **dénuées de toutes ressources**, si nombreuses, hélas ! dans certains cantons, et dont la demande, après avoir été repoussée par la commission cantonale, n'a pas été admise par la commission de révision ?

» Vous instituez un contrôle sévère des dossiers; il est indispensable que ce contrôle s'exerce non seulement sur ceux constitués en vue des demandes qui furent favorablement accueillies, mais encore et surtout sur ceux qui concernent des familles dont la demande a été repoussée.

» Les juridictions instituées par la loi sont épuisées, me direz-vous; il n'y a donc plus de recours. Si cette objection vous arrête, ne trouvez-vous pas qu'il appartient au département d'aider les communes à subvenir aux besoins d'**indigents**, victimes d'erreurs manifestes ?

» Veuillez agréer, etc.

» LA TREMOILLE. »

Ecole primaire supérieure de Jeunes Filles

Les cours de l'école communale primaire supérieure de jeunes filles, rue de Cheverus, 10, ouvriront le 2 octobre prochain.

Les cours de l'école, complètement gratuits, comportent cinq années d'études et ont pour sanction la délivrance, après examen, d'un certificat d'études primaires supérieures.

Les cours des 4e et 5e années sont destinés aux jeunes filles qui désirent préparer le concours d'admission à l'Ecole normale d'institutrices ou qui veulent obtenir le brevet supérieur de capacité.

Section commerciale. — Des cours spéciaux sont faits aux jeunes filles qui désirent obtenir un emploi dans le commerce.

Les anciennes élèves devront être présentes à l'école le vendredi 2 octobre, à huit heures du matin. Les candidates qui figurent sur la liste d'admissibilité dressée à la suite du concours du 24 juillet dernier devront se présenter à l'école, le même jour, à deux heures de l'après-midi, pour répondre à l'appel et exercer leur droit d'option entre l'école primaire supérieure et les divers cours complémentaires annexés aux écoles élémentaires. Celles qui, sans avoir prévenu la directrice de l'école, ne se présenteront pas ce jour-là, seront considérées comme ayant quitté l'établissement ou ayant renoncé à y entrer.

Les règles d'admission dans les écoles communales élémentaires des élèves domiciliées hors de Bordeaux sont observées pour l'admission à l'école primaire supérieure et aux cours complémentaires.

En conséquence, les élèves étrangères à la ville ne seront acceptées que si le nombre des postulantes bordelaises est insuffisant pour compléter l'effectif de ces établissements d'enseignement primaire supérieur.

Chemins de Fer de l'Etat

L'administration des Chemins de fer de l'Etat a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'à partir du jeudi 1er octobre 1914 les trains express X et Y circulant entre Bordeaux-Etat et Royan et retour seront supprimés.

Par suite, ces trains auront lieu pour la dernière fois le mercredi 30 septembre.

Les Bons de la Défense nationale à la portée de tous

On ne peut que se féliciter des facilités données aux souscripteurs des Bons de la Défense nationale. Ces bons 5 %, qui par les avantages qu'on leur a attribués constituent un placement privilégié, sont à la portée de tous. Les contribuables et les fournisseurs de l'Etat peuvent les demander au comptable chargé de recevoir leurs impôts ou de payer leurs mandats; l'armateur, l'importateur peuvent s'inscrire chez le receveur principal des douanes, comme le négociant en vins à la recette sédentaire de la régie. Tous nos bureaux de poste les offrent à leur clientèle de chaque jour.

Le public va ainsi se familiariser avec les Bons, c'est-à-dire avec ces billets par lesquels le Trésor public s'engage à rembourser à échéance fixée et relativement prochaine (un an, six mois ou trois mois, par exemple) les sommes qu'on lui prête. Ces bons ne sont pas nécessairement au porteur; ils peuvent être délivrés à l'ordre du souscripteur, qui les transmet par endossement. On sait que les Bons de la Défense nationale rapportent effectivement 5.26 %.

Ecole supérieure de Commerce et d'Industrie de Bordeaux

Examens d'admission le 5 octobre prochain. Renseignements, 66, rue Saint-Sernin.

Ouvriers de Guerre demandés

La Manufacture nationale d'armes de Châtellerault a besoin de bons ouvriers des professions ci-après, qu'elle embaucherait immédiatement et pour la durée de la guerre : alusteurs, tourneurs, serruriers, tôliers, chaudronniers.

Les conditions requises sont les suivantes : Etre Français (produire le livret militaire ou une pièce d'identité); avoir plus de 18 ans et moins de 60; satisfaire à un essai professionnel.

Les candidats ne sont définitivement admis qu'après l'examen de leur casier judiciaire et s'ils ont satisfait à la visite du médecin de l'établissement.

Avis aux réfugiés du Nord et de Belgique. — MM. Balsan et Cie, fabricants à Châteauroux, demandent cinq fileurs ou cordiers et vingt-cinq tisserands.

La fabrique d'armes de Saint-Etienne utilisérait des ouvriers armuriers. Leurs familles seraient reçues à Saint-Etienne.

Le maire de Niort informe les réfugiés ayant l'habitude des travaux agricoles et industriels que la distillerie des Deux-Sèvres, à Melle, demande des ouvriers, et qu'ils peuvent s'y adresser par écrit en indiquant leurs aptitudes.

Les Réfugiés

La famille Dogemont, d'Origny-en-Thiérache, réfugiée à Générac (Gironde), demande des nouvelles de ses parents et amis.

Les familles Salleberry et Vignes, habitant Bayonne, à Saint-Bernard (Basses-Pyrénées), désireraient avoir des nouvelles de M. et Mme Alphonse Morla, née Marie Salleberry, et de leurs trois enfants, Albert, Germaine et Georges, qui habitaient Charleroi (Belgique), à la Banque Nationale.

Eugène Gaulier, réserviste au 120e d'infanterie, 3e compagnie, en traitement à l'hôpital temporaire Saint-Bruno n. 23, demande des nouvelles de sa famille qui habitait Sedan, rue de Bischwiller.

M. le Maire de Lansac (Gironde) demande aux soldats blessés du 34e régiment d'infanterie de vouloir bien lui fournir tous les renseignements utiles sur le soldat Vincent Laterrade, du même régiment.

M. Henri Michel, de Mauon (Ardennes), en traitement à l'hôpital auxiliaire de Sainte-Terre (Gironde), serait vivement heureux d'avoir des nouvelles des siens.

Julien Fièvet, 9e génie, Verdun, demande des nouvelles de sa famille qui habitait Olescon, par Somain, département du Nord. Ecrire à Mme Gueguen, 15, rue de l'Observance, Montpellier.

Soldats qui recherchent leur famille.

Gabriel Poulani, du 147e d'infanterie, 7e compagnie, actuellement en traitement à l'hôpital temporaire n. 25 (lycée de Talence), près Bordeaux, demande des nouvelles de sa famille, qui habitait Charleville (Ardennes).

Léon Errard, du 287e, recherche les familles Errard et Barbet, évacués d'Hirson (Aisne).

Lui écrire chez M. Boulloux, sénateur, à Saint-Michel-en-l'Herm (Vendée).

Steinmuller, du 6e bataillon colonial, de Moyen-Moutiers (Vosges), à l'hôpital temporaire n. 22, demande des nouvelles de sa famille.

Le soldat réserviste Emile Noséda, du 120e de ligne, en traitement à Bordeaux, hôpital temporaire n. 22, désire avoir des nouvelles de sa femme et de sa famille, évacuées de Signy-l'Abbaye (Ardennes).

Maurice Coulon, soldat au 348e régiment d'infanterie, recherche sa femme, Elisa Parmentier, sa petite fille, son beau-père, Louis Parmentier, évacués de Coulommes-la-Montagne (Marne). — Maurice Coulon est actuellement chez le comte du Pavillon, château de la Gaubertie, par Douville (Dordogne).

Le sergent Louis Santer, 91e d'infanterie, Mézières, en traitement au Stade bordelais, 149, rue du Palais-Gallien, Bordeaux, demande des nouvelles de ses parents, Santer-Payen, cultivateur, à Avesnes-le-Sec (Nord).

Départs des Courriers d'Outre-Mer.

Jeudi 1er octobre.

Bahia, Montevide